La Contrôleure générale des lieux de privation de liberté dénonce l'indignité des locaux de garde à vue : *bis repetita*

Recommandations du 19 juillet 2021 de la Contrôleure générale des lieux
de privation de liberté relatives aux conditions matérielles de garde à
vue dans les services de police, JORF n° 220 du 21 septembre 2021.

Nicolas Chapalin-Mecirdi, Giulia Gelot and Mathilde Sanchez

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/13107>

DOI: 10.4000/revdh.13107

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Nicolas Chapalin-Mecirdi, Giulia Gelot and Mathilde Sanchez, "La Contrôleure générale des lieux de
privation de liberté dénonce l'indignité des locaux de garde à vue : *bis repetita*", *La Revue des droits de
l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 29 November 2021, connection on 06
December 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/13107> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.13107>

This text was automatically generated on 6 December 2021.

Tous droits réservés

La Contrôleure générale des lieux de privation de liberté dénonce l'indignité des locaux de garde à vue : *bis repetita*

Recommandations du 19 juillet 2021 de la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté relatives aux conditions matérielles de garde à vue dans les services de police, JORF n° 220 du 21 septembre 2021.

Nicolas Chapalin-Mecirdi, Giulia Gelot and Mathilde Sanchez

- 1 Un rapport sénatorial en date du 28 juin 2000 l'avait souligné : les prisons françaises sont une « humiliation pour la République » ; les « prisons républicaines » sont « aux oubliettes de la société »¹. Vingt-et-une années plus tard, à la lecture des trois constats et six recommandations de la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) du 19 juillet 2021, rien ne semble avoir changé. Au-delà des prisons, le respect des valeurs de la République s'arrête également aux portes des cellules des personnes gardées à vue au sein des services de police.
- 2 Les recommandations mentionnées ont en effet été émises sur le fondement de constats établis lors de visites effectuées entre novembre 2020 et juillet 2021 par les services de la Contrôleure, Madame Dominique Simonnot, au sein des locaux de garde à vue et de dégrisement de différents commissariats de police au niveau national. Les agents de la Contrôleure ont constaté que les locaux, souvent inadaptés et sous-dimensionnés, présentaient des conditions d'accueil indignes. Les conditions d'hygiène ont également été considérées comme structurellement attentatoires aux droits fondamentaux des personnes placées en garde à vue et en particulier à la sécurité des personnes privées de liberté, de surcroît en période de crise sanitaire. La CGLPL a rappelé que ces conditions d'hygiène étaient régulièrement dénoncées par ses services depuis de nombreuses années sans que les recommandations émises aient été totalement suivies par le ministère de l'Intérieur. À dire vrai, cette indignité chronique

gangrène l'ensemble du système de privation de liberté français, au-delà même des locaux de garde à vue².

- 3 Au sujet de la garde à vue, les recommandations formulées en juillet dernier, c'est leur originalité, interviennent, dans le cadre de la pandémie. Elles permettent dès lors de préciser dans quelle mesure la crise sanitaire a renforcé le caractère indigne des conditions matérielles de garde à vue régulièrement mis en exergue par le CGLPL.
- 4 Si, comme à l'accoutumée, les recommandations du 19 juillet 2021 concluent à l'indignité des conditions matérielles de garde à vue, elles insistent sur le risque supplémentaire en période de pandémie pour la vie des personnes gardées à vue et la santé publique (I). Il est néanmoins probable que ces recommandations ne soient pas prises en considération par la place Beauvau (II).

I. L'exacerbation de l'indignité des conditions de garde à vue par la crise sanitaire

- 5 Dans ses recommandations, la Contrôleure relève que « le caractère indigne des conditions d'accueil en garde à vue, notamment sur le ressort de la préfecture de police, est parfaitement connu du ministère de l'Intérieur et régulièrement dénoncé dans les rapports du CGLPL depuis 2008 »³. Dès la publication de son premier rapport annuel pour l'année 2008 paru en 2009, le CGLPL avait en effet dépeint les cellules de garde à vue comme « les lieux les plus médiocres des locaux administratifs les plus médiocres », dont les conditions matérielles n'assurent pas « la dignité des personnes »⁴. En 2010, dans son avis sur la réforme de la procédure pénale, la Commission nationale consultative sur les droits de l'Homme (CNCDH) avait également rappelé que « la garde à vue qui prive la personne de sa liberté ne doit pas porter atteinte à sa dignité et être conforme aux droits de l'homme ». En cela, la Commission insistait pour que des « mesures adéquates soient prises pour assurer des conditions matérielles de garde à vue conformes aux droits de l'homme »⁵. Un an plus tard, en 2011, dans son avis sur le projet de loi *relatif à la garde à vue*, la CNCDH formulait de nouveau plusieurs recommandations et réaffirmait « l'impérieuse nécessité de respecter la dignité de la personne placée sous la responsabilité de la police ou de la gendarmerie » qui impose, selon elle, que « des crédits accrus soient alloués pour la mise aux normes et l'entretien des locaux de police »⁶. Quant au CGLPL, malgré l'entrée en vigueur de la loi n° 2011-392 du 14 avril 2011 *relative à la garde à vue*, il regrettait une fois encore dans son rapport annuel de 2011 que les mesures mises en œuvre ne « suffisent pas encore à garantir, notamment du point de vue des conditions matérielles dans lesquelles s'effectue la garde à vue, la dignité des personnes »⁷.
- 6 Dans le cadre de la crise sanitaire, la situation d'indignité des conditions matérielles de la garde à vue n'a été qu'exacerbée. Ainsi, alors que le CGLPL avait souligné dès le rapport 2008 précité, la nécessité « d'entamer un plan de rénovation important des locaux de garde à vue »⁸, cette recommandation s'élargit en 2021 à la mise en œuvre d'une véritable « politique globale de réhabilitation des locaux de police et d'amélioration de l'hygiène »⁹. Parmi les trois constatations formulées par la Contrôleure, celle-ci souligne que « [l]es conditions d'hygiène, structurellement indignes, sont attentatoires à la sécurité des personnes privées de liberté en période de crise sanitaire »¹⁰.

- 7 La Contrôleure s'inquiète qu'à l'horizon d'une nouvelle vague de la pandémie de la Covid-19, aucun protocole particulier n'ait encore été adopté pour assurer la sauvegarde de la sécurité et de la santé des personnes gardées à vue. À ce sujet, elle constate le non-respect des prescriptions gouvernementales qui s'imposent à l'administration et par conséquent aux services de police. Or, la promiscuité et le manque cruel d'hygiène accrus dans les locaux de garde à vue comportent des risques d'atteinte à la sécurité et à la santé des personnes concernées. Cette situation rend en effet impossible le respect des gestes barrières pourtant indispensable dans le contexte de pandémie. Aucune distribution de masques chirurgicaux n'étant en outre effectuée en garde à vue, le changement du masque toutes les quatre heures permettant de préserver leurs capacités de filtration, conformément aux prescriptions gouvernementales, n'est pas respecté. Enfin, la CGLPL relève que l'accès à l'eau et au savon pour le lavage des mains n'est pas assuré et que l'accès au gel hydroalcoolique est totalement exclu par crainte que les personnes gardées à vue ne le boivent, d'après les propos rapportés des fonctionnaires de police¹¹...

II. L'inertie des autorités favorisée par l'absence de caractère contraignant des recommandations du CGLPL

- 8 La Contrôleure générale souligne explicitement que « ces situations indignes et parfaitement connues de tous persistent en dépit des recommandations répétées du CGLPL [...] et parfois malgré les annonces d'amélioration faites à la suite de visites précédentes »¹².
- 9 Il n'est pourtant pas étonnant que les recommandations de la Contrôleure générale et de son prédécesseur n'aient pas été suivies puisque celles-ci sont dépourvues de force contraignante. Elles ne peuvent par conséquent, en l'état du droit positif, être invoquées à l'appui d'un recours contentieux qui serait formé par une personne privée de liberté. Il convient également de rappeler qu'en l'absence de pouvoir de contrainte et de sanction, les pouvoirs publics tirent peu de conséquences des rapports annuels et recommandations formulés par l'institution. La Contrôleure regrette en l'occurrence elle-même que « la majorité des constats effectués lors des visites précédentes avait été actée par les autorités qui s'étaient engagées à des travaux qui n'ont pas été mis en œuvre »¹³.
- 10 L'ineffectivité de l'action de la Contrôleure est d'autant plus flagrante que les observations formulées par le ministère de l'Intérieur consistent, d'une part, à remettre en cause les constats établis par la CGLPL ou à en minimiser la portée et, d'autre part, à adopter un champ lexical fondé sur l'usage du futur et du subjonctif. Par exemple, la réponse ministérielle s'ouvre sur la mise en évidence du faible nombre de locaux de police visités par les services de la CGLPL (17 sur 646 commissariats et hôtels de police) ce qui, selon le ministère, devrait relativiser les constats établis. C'est sans doute oublier que seule la faiblesse de la dotation financière du CGLPL l'empêche d'exercer son action à une plus large échelle¹⁴ et que si un contrôle de l'ensemble de locaux de garde à vue avait été possible, il en aurait sûrement résulté un constat de violation de plus large ampleur¹⁵. C'est, en tout état de cause, tenter de minimiser la portée d'une violation des droits fondamentaux au motif qu'elle ne concernerait que quelques-uns.

De même, le ministère reconnaît que « [le] marché relatif aux matelas a été dénoncé en 2018 » et « qu'aucun marché n'a pris la suite », de sorte qu'un « nouvel appel d'offres a été lancé »¹⁶. Une fois encore, le renouvellement des matelas et couvertures mis à la disposition des personnes gardées à vue se fera *in futurum*, trois ans après la résiliation du précédent marché public. Enfin, l'argumentaire de la place Beauvau relatif à l'impossible respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dans le cadre de la pandémie, en raison du « niveau particulièrement soutenu de certains services »¹⁷ démontre, s'il en était encore besoin, une excessive prééminence de l'objectif à valeur constitutionnelle qu'est la sauvegarde de l'ordre public¹⁸ sur les droits fondamentaux des intéressés. Or, la Convention européenne et sa Cour l'ont maintes fois rappelé : dans une société démocratique, les personnes gardées à vue, pas plus que tout autre, ne sauraient être soumises à des traitements inhumains ou dégradants. Le constat semble d'ailleurs partagé par le juge des référés du Conseil d'État lequel, à l'heure où ces lignes sont rédigées, a rendu une ordonnance, au visa notamment de la Convention européenne, enjoignant le Gouvernement de mettre systématiquement des « kits d'hygiène » à la disposition des personnes gardées à vue et de les informer de la possibilité de demander le renouvellement de leur masque de protection toutes les quatre heures ainsi que d'accéder, sur simple demande, à du gel hydroalcoolique¹⁹... Affaire à suivre.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. G.-P. CABANEL, *Prisons : une humiliation pour la République*, n° 449, Paris, Sénat, 2000, pp. 1 et 29.
2. V., sur ce point, CPT, 24 juin 2021, *Rapport de visite du 4 au 18 déc. 2019*, n° CPT/Inf (2021) 14, p. 5, CommDH, 20 nov. 2008, *Memorandum de Thomas Hammarberg Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe faisant suite à sa visite en France du 21 au 23 mai 2008*, n° CommDH(2008)34, p. 3 et DDD, *Rapport annuel d'activité de 2018*, Paris, 2019, p. 60. Adde, pour un constat juridictionnel, CEDH, 25 avr. 2013, *Canali c. France*, n° 40119/09 et CEDH, 30 janv. 2020, *J. M. B. et a. c. France*, n° 9671/15 et a.
3. CGLPL, *Recommandations du 19 juillet 2021 relatives aux conditions matérielles de garde à vue dans les services de police*, JORF, n° 220, 21 sept. 2021, p. 121, NOR CPLX2127976X.
4. CGLPL, *Rapport d'activité de 2008*, Paris, 2009, pp. 16-17.
5. CNCDH, avis, 10 juin 2020, *réforme de la procédure pénale*, p. 3.
6. CNCDH, avis, 6 janv. 2010, *projet de loi relatif à la garde à vue*, p. 10.
7. CGLPL, *Rapport d'activité de 2011*, Paris, Dalloz, 2012, p. 47.
8. CGLPL, *Rapport d'activité de 2008*, op. cit., p. 47.

9. CGLPL, *Recommandations du 19 juillet 2021 relatives aux conditions matérielles de garde à vue dans les services de police*, op. cit., p. 122.
10. *Ibid.*, p. 120.
11. *Ibid.*
12. *Ibid.*, p. 119.
13. *Ibid.*
14. N. FISCHER, « Entre droit et savoirs professionnels. L'action des membres du contrôleur général des lieux de privation de liberté français », *Déviance et Société*, 2016, p. 415.
15. De sa création au 31 décembre 2020, le Contrôleur indiquait avoir visité, au moins une fois, 585 des 656 locaux de garde à vue. Or, la lecture des différents rapports annuels démontre que « la plupart » desdits locaux, selon les termes de ces rapports, sont dans un état indigne pour les personnes qui y séjournent. V., en ce sens, CGLPL, *Rapport d'activité de 2008*, op. cit., p. 16 et CGLPL, *Rapport d'activité de 2020*, Paris, Dalloz, 2021, p. 165.
16. CGLPL, *Recommandations du 19 juillet 2021 relatives aux conditions matérielles de garde à vue dans les services de police*, op. cit., p. 124.
17. *Ibid.*, p. 127.
18. Cons. const., 27 juill. 1982, *Loi sur la communication audiovisuelle*, n° 82-141 DC, § 5.
19. CE, ord., 22 nov. 2021, *Assoc. des avocats pénalistes*, n° 456924, cons. 6 et 7.
-

ABSTRACTS

Par ses recommandations du 19 juillet 2021, la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté constate l'indignité des conditions matérielles de garde à vue dans les services de police, laquelle, d'une part, est régulièrement dénoncée par ses services depuis plusieurs années et, d'autre part, s'est accrue lors de la crise sanitaire.

AUTHORS

NICOLAS CHAPALIN-MECIRDI

Étudiant du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre

GIULIA GELOT

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre

MATHILDE SANCHEZ

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre